

L'Assemblée de l'UIP à Dhaka se rallie à l'appel urgent de la Belgique, du Kenya et du Royaume-Uni visant à combattre la famine au Yémen et dans certaines parties de l'Afrique



Les représentants des trois délégations présentent leur proposition commune de point d'urgence sur la famine en Afrique et au Yémen à l'Assemblée.

A l'initiative du sénateur Philippe Mahoux, la délégation belge a présenté une [proposition](#) visant à inscrire le point d'urgence suivant à l'ordre du jour de l'Assemblée de l'UIP à Dhaka, au Bangladesh (1^{er}-5 avril 2017) : « La famine qui frappe les populations du Yémen, du Soudan du Sud, de la Somalie et du nord du Kenya ».

Les délégations du Kenya et du Royaume-Uni ont fait des propositions sur le même sujet. Les trois délégations se sont mises d'accord pour fusionner leurs propositions et ont élaboré un [projet de résolution conjoint](#), intitulé : « Agir d'urgence au niveau international pour sauver des millions de personnes de la famine et de la sécheresse dans certaines parties d'Afrique et au Yémen ».

En plus de cette proposition commune, il y avait trois autres propositions de point d'urgence :

- Durcissement des politiques migratoires à travers le monde : risques de violations des droits de l'homme (Mexique).

- La légalisation des colonies par la loi de régularisation israélienne : une violation du droit international (Palestine, avec le soutien du Groupe arabe).
- Inquiétudes à propos des récents événements en République bolivarienne du Venezuela (Argentine).

L'Argentine a retiré sa proposition, après quoi l'Assemblée a voté sur les trois propositions restantes. Tant la proposition de la Palestine que celle de la Belgique, du Kenya et du Royaume-Uni ont obtenu la majorité requise des deux tiers, mais la seconde proposition a recueilli un nombre nettement plus élevé de voix positives.

Lors du débat sur le point d'urgence, M. Mahoux a relevé les points saillants de la résolution proposée. Il a notamment souligné la nécessité d'agir face à deux causes importantes de la famine et de la sécheresse qui sévissent actuellement dans certaines régions, à savoir les changements climatiques et les conflits. Certains n'hésitent même pas à utiliser la famine comme une arme de guerre.

Un comité de rédaction s'est encore penché sur le projet de résolution de la Belgique, du Kenya et du Royaume-Uni mais ne l'a plus modifié de manière substantielle. L'Assemblée a finalement adopté la résolution par consensus. La délégation de l'Inde a émis des réserves sur certains paragraphes.

[Texte adopté](#)

